

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Sogatra : à quand le retrait des bus encombrant la chaussée ?

ALORS que l'entreprise traverse une passe difficile, caractérisée notamment par une trésorerie embarrassante, ses bus en panne stationnés de part et d'autre de la ruelle conduisant au Camp de police posent un problème de sécurité et d'environnement qu'il conviendrait de résoudre.

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

ACCÉDER au Camp de police à partir de l'axe principal en passant par le boulevard Léon Mba, exige à l'automobiliste qui l'emprunte prudence et habileté. Tellement la voie a été transformée en un garage à ciel ouvert, où sont garés les bus en panne de la Société gabonaise de transport (Sogatra). Une entité actuellement au creux de la vague et dont le parc automobile en circulation a considérablement décliné ces dernières années.

"Ces bus sont garés à cet endroit depuis plusieurs mois déjà, sans que personne ne pense venir les enlever", confie un riverain. Selon lui, la présence de ces épaves constitue un véritable risque d'accident pour les usagers de la voie se rendant dans le quartier dit Camp de police. "En cas de croisement avec un autre véhicule, le risque de frottement est grand. Car, de part et d'autre, il y a ces vieux bus qui ont complètement rétréci la chaussée. En plus des difficultés à franchir les dos-d'âne, cela devient compliqué de passer par ici", renchérit Moutsinga, agent de liaison dans une société de la place.

"Les bus en panne stationnés sur la route vont disparaître dans peu de temps. Certains bus vont être déplacés pour regagner notre base située à Owendo. D'autres vont être transportés vers la zone de Nkok"



Des épaves des bus de la Sogatra rétrécissant la voie.

En même temps, ces mastodontes constituent un danger pour les passants et les habitants du quartier. En effet, il y a quelques jours, indique-t-on, une dame aurait été victime d'un braquage à la tombée de la nuit. "Il paraît que des braqueurs, au nombre de trois, étaient cachés à l'intérieur d'un de ces bus". Tout comme ces autocars servent de couchettes à d'autres individus, singulièrement aux malades mentaux et autres Sans domicile fixe (SDF). Mais il y a mieux ou pire - c'est selon —, tant le cadre servirait également de nids à des couples impudiques et pressés d'éteindre le feu qui les consume. "Il y a des moments où on trouve même des couples en pleins ébats sexuels", susurre une source.

Par ailleurs, ces automobiles mal administrées posent un réel problème de pollution environnementale. Au moment où l'État fait de la protection de l'environnement l'une des priorités de sa gouvernance, de nombreux

Librevillois estiment que ces épaves inhibent nécessairement les efforts des pouvoirs publics et tout ce qui se dit sur cette problématique à l'échelle mondiale. La direction générale de la Sogatra et la mairie de Libreville

s'en trouvent, ici, de nouveau interpellées. Même si, chez le transporteur public, on dit être conscient de la situation: "Les bus en panne stationnés sur la route vont disparaître dans peu de temps. Certains vont être

déplacés pour regagner notre base située à Owendo. D'autres seront transportés vers la zone de Nkok", assure le directeur de l'exploitation et de la sécurité, Paterné Dicka.

Les particuliers s'y mettent aussi

MIKOLO MIKOLO
Libreville/Gabon

LE constat est identique dans les 6 arrondissements de la commune de Libreville: de nombreuses épaves de voitures abandonnées sur les accotements des chaussées et ruelles. Et, dans la plupart des cas, ces mécaniques paumées cachent des garages créés de toutes pièces, au mépris des normes de sécurité et de la lé-

gislation nationale en vigueur. Le phénomène concerne aussi bien les véhicules de particuliers que ceux appartenant à des entreprises. Ces carcasses rétrécissent ainsi davantage les voies de communication dont l'étréoussure pose déjà problème. Au Camp de police ou dans les quartiers périphériques tels Plein-ciel Bissegue, Belle-vue 1, Belle-vue 2, STFO, etc., "on ne vit que dans cette atmosphère", témoigne un automobiliste.

La recrudescence de ce phénomène souvent évoqué fait dire à certains Librevillois que l'Hôtel de Ville et toutes les administrations compétentes concernées seraient à bout de souffle. En effet, bien que des marquages invitant les propriétaires à les débarrasser de la voie publique soient visibles sur certains véhicules, il n'en demeure pas moins que les délais indiqués sont souvent très largement dépassés, voire ignorés.